

Appel de Matabiau

Vendredi 31 janvier 2020, nous étions 70 à manifester dans les halls de la gare Matabiau pour dénoncer la politique de suppression systématique des guichets SNCF, le transfert de la billetterie sur Internet et la guerre sociale menée aux salariés du rail pour parvenir à la marchandisation du service public ferroviaire. Nous avons tourné en dérision le « chatbot » du site ouiscnf.com. Nous avons distribué à une heure de pointe un millier de tracts « A guichets fermés ? » et quelques centaines de lettres à adresser à la ministre des Transports et au président de la SNCF, pour exiger qu'il reste possible de prendre le train sans disposer d'un smartphone, ou d'une imprimante avec connexion Internet¹.

Au même moment, le même tract et la même lettre ont été distribués en gare de Grenoble par quelques membres d'Écran total ; et une action du même type que la nôtre a été menée, à moins nombreux, en gare de Mâcon : avec leurs banderoles, les camarades d'Écran total de la Saône-et-Loire ont surtout insisté sur les dommages écologiques causés par l'expansion incessante du numérique.

A Toulouse, il y avait aussi bien des membres d'Écran total que d'Extinction Rebellion, des Gilets jaunes que des opposants aux compteurs Linky, de simples citoyens ou voyageurs en colère contre la direction de la SNCF, contre sa politique de *déshumanisation* – la suppression des humains partout où cela est possible, dans les gares, sur les trains, autour des voies, au profit de machines et d'algorithmes. Si nous avons trouvé important de venir manifester dans une gare, en cette fin de mois de janvier, c'est à la fois pour témoigner notre soutien et notre reconnaissance aux grévistes du rail, fers de lance de la résistance à la démolition du régime de retraites ; et parce que le management que les cheminots subissent au quotidien est particulièrement agressif et destructeur – il y a de nombreux parallèles à faire avec ce qu'ont connu les salariés de France Télécom il y a vingt ans, entre autres les suicides qui se multiplient.

Mais nous aurions pu aller dans bien d'autres endroits, partout où des agents des services publics sont supprimés, ou réduits à n'être plus que les appendices embarrassés d'un site Internet, en général synonyme de dédale kafkaïen pour les usagers : à la Sécu, à la CAF, au Pôle emploi, à la Poste, au centre des impôts, en Préfecture, à l'école...

C'est pourquoi nous lançons ici un appel à la résistance, par la désobéissance, contre le Plan Action publique 2022. Emmanuel Macron et Edouard Philippe ont lancé dès leur intronisation ce projet de numérisation complète des services de l'État pour la fin de leur quinquennat. La numérisation fait partie du cœur de leur projet politique, au même titre que l'assouplissement du Code du Travail ou la fiscalité au service des riches investisseurs. Elle est un outil essentiel de la mise à genoux de la société qu'ils s'efforcent d'obtenir, de la mutation humaine qu'ils impulsent. L'élite dirigeante prend appui sur l'adhésion d'une part majoritaire de la population aux gadgets numériques, pour tenter de liquider des usages, des solidarités, des contacts physiques, qui rendaient encore très incomplète la soumission de notre quotidien à la bureaucratie et à la marchandise.

¹ Voir le compte-rendu de Gaspard d'Allens et Alain Pitton, « Des humains plutôt que des machines : usagers et cheminots contestent la numérisation des gares », en date du 3 février, sur le site www.reporterre.net

Aujourd'hui, il est temps de prendre enfin conscience de l'importance politique décisive de cette numérisation galopante, et de tout ce qu'elle nous coûte. Il y a une bataille culturelle à mener dans notre quotidien personnel, dans les relations entre nous, dans les familles, dans les mouvements sociaux : nous pouvons vivre, nous instruire et communiquer sans prothèse électronique, en tous cas avec un usage largement réduit de celles-ci par rapport à la pente qui nous emporte depuis vingt ans. Mais il y a aussi, immédiatement, une bataille à mener en tant que salariés et usagers des services de base : refuser la numérisation obligatoire, partout où cela est encore possible. Désobéir, freiner des quatre fers, mettre des grains de sable, faire les idiots, pour que la numérisation intégrale ne soit pas possible, pour qu'il reste des guichets, des gens avec qui parler de vive voix, des formes d'organisation du travail et des services qui ne passent pas par Internet.

Des propositions en ce sens existent, qui demandent à être connues et multipliées. **Le groupe Ecran total appelle ainsi à refuser l'injonction étatique et médiatique de déclarer ses revenus en ligne** : ici, il s'agit moins de désobéissance que d'obstination et de discernement, puisqu'il s'avère que rien dans la loi ne peut permettre de sanctionner celles et ceux qui font leur déclaration sur papier. Que ceux qui ne se sont pas laissés attraper persistent ; que ceux qui ont cédé de plus ou moins bonne grâce fassent leur possible pour revenir en arrière.

Autre initiative, également pour partie liée à Ecran total : **des professionnels de la santé, de l'action sociale et de l'éducation spécialisée ont lancé en décembre l'idée d'une « grève des données »**. Ils appellent leurs collègues des établissements hospitaliers et psychiatriques, des services sociaux, de tous les lieux d'accueil, d'aide et de soins, à arrêter de remplir les logiciels qui prolifèrent, gaspillent de l'argent et du temps de travail, servent à bureaucratiser leur pratique et à les mettre sous pression. Cette « grève des outils gestionnaires et informatisés » est vue comme un moyen d'identifier et défendre ce à quoi ils tiennent le plus dans leur travail ; et comme une tentative de déstabiliser des directions et un gouvernement plus attachés aux chiffres de rentabilité qu'à la qualité des services réellement rendus.

Enfin, **chez les enseignants, des voix s'élèvent pour refuser la correction numérique des épreuves de contrôle continu du nouveau Bac. Le collectif Enseignant-e-s pour la planète dénonce le scandale écologique de la multiplication sans fin des écrans, des serveurs informatiques et des data centers, et propose un refus de corriger les copies d'« E3C » dans ces conditions**. Il rejoint ainsi à cette occasion les propositions de l'Appel de Beauchastel, groupe d'enseignants de toute la France qui rejettent le projet d'école numérique, c'est-à-dire l'utilisation de plus en plus massive de l'informatique et d'Internet, aussi bien pour la gestion des classes que pour l'enseignement lui-même.

Ces initiatives ne sont pas des recettes-miracle. Comme pour la grève classique, elles nécessitent d'être partagées largement pour avoir une chance de peser sur les débats et gêner les décideurs. Mais elles ont le mérite de renouveler les modes d'action ; d'attirer l'attention sur une question, la technologie, trop souvent considérée comme non politique, alors qu'elle est le facteur qui bouleverse le plus notre monde, sans que nous puissions jamais discuter et décider de ses modalités de développement. Et si elles se multiplient, **ces formes de désobéissance sont peut-être une des seules choses qui peut encore déranger la caste de technocrates au pouvoir, tout en nous redonnant un sentiment de force collective, de prise sur ce qui nous entoure**.